TERRAL (Hervé). – *La Langue d'oc devant l'école (1789-1951) : entre lutte et répression, la place accordée à l'occitan (textes choisis)*

Puylaurens : Institut d'Estudis Occitans, 2005. – 348 p.

Gérard Bodé

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1394>

DOI : 10.4000/histoire-education.1394

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 175-177

ISBN : 978-2-7342-1076-4

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Gérard Bodé, « TERRAL (Hervé). – *La Langue d'oc devant l'école (1789-1951) : entre lutte et répression, la place accordée à l'occitan (textes choisis)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 113 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1394> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1394>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

TERRAL (Hervé). – *La Langue d'oc devant l'école (1789-1951) : entre lutte et répression, la place accordée à l'occitan (textes choisis)*

Puylaurens : Institut d'Estudis Occitans, 2005. – 348 p.

Gérard Bodé

RÉFÉRENCE

TERRAL (Hervé). – *La Langue d'oc devant l'école (1789-1951) : entre lutte et répression, la place accordée à l'occitan (textes choisis)*. – Puylaurens : Institut d'Estudis Occitans, 2005. – 348 p.

- 1 Depuis les travaux de Jean-François Chanet¹, il n'est plus possible d'évoquer systématiquement et automatiquement les rapports entre la langue nationale et les parlers régionaux comme une « guerre des langues », comme disait Louis-Jean Calvet², ou, pis encore, comme un « génocide culturel », selon l'expression de Philippe Joutard³. En effet, au-delà des gesticulations rhétoriques des divers protagonistes, la réalité paraît bien plus complexe. L'ouvrage d'Hervé Terral, consacré à la place de l'occitan à l'école depuis la Révolution jusqu'à la loi Deixonne de 1951, le rappelle fort opportunément. Dans cette anthologie de textes choisis, l'auteur, malgré un parti pris affirmé en faveur des langues régionales, présente un tableau neutre de la politique des langues de l'État français et des aspirations régionalistes occitanes de diverses tendances. Dans son introduction, il montre la multiplicité des approches possibles. La plus classique et la plus fréquente présente l'État français tentant d'imposer la langue nationale, symbole de l'unité du pays, et cherchant par ailleurs à éradiquer les usages langagiers différents, l'un des instruments privilégiés de cette politique étant l'école primaire. Néanmoins, la langue nationale, langue dominante culturellement prestigieuse, exerce aussi une véritable fascination et rencontre l'adhésion de couches

importantes de la population. Selon l'esprit du XIX^e siècle, plus ou moins consciemment entretenu par les pouvoirs publics, dans cette hiérarchie des langues, le français, outre son impact culturel évident, est aussi l'instrument des communications et des ascensions sociales. L'attitude des populations « à idiomes » est donc ambivalente et H. Terral, dans sa préface en forme d'« ego-histoire », rappelle que ses parents ne lui ont jamais parlé en occitan. Des courants intellectuels tel celui illustré par le félibrige en Provence, sans remettre en cause le rôle du français, ont tenté de démontrer l'importance de l'occitan comme « langue culturelle » ancestrale, égale en dignité et en valeur à la langue française. Mais les positions n'étaient pas figées et l'évolution ne se limite pas à une succession de périodes « laxistes » en matière de politique linguistique (la Monarchie de Juillet, les débuts de la Troisième République) et de périodes « volontaristes » (la Convention montagnarde, le Second Empire, l'entre-deux-guerres). On constate plutôt, pour reprendre le titre d'un chapitre de l'ouvrage de J.-F. Chanet, le passage d'une « impossible éradication à la reconnaissance nécessaire », aboutissant à la loi Deixonne du 11 janvier 1951, véritable « édit de tolérance » linguistique.

2 Pour illustrer ses propos, H. Terral rassemble quarante-quatre textes groupés en quatre sections, deux pour la politique linguistique en général et deux pour la politique et les pratiques scolaires. À côté de textes officiels (circulaire d'Anatole de Monzie du 14 août 1925, loi Deixonne de 1951) ou administratifs (extraits du registre de délibérations du Comité d'instruction publique de Cahors, 1834, ou de l'enquête Fortoul de 1856), le corpus se compose essentiellement de mémoires, de discours (Mistral, en 1875 ; Bréal, 1890 ; Cassou, 1945), de lettres (Tarde, 1899 ; Freinet, 1947) et de réflexions (Bréal, 1878 ; Pécaut, 1889-1905 ; Jaurès, 1909-1911) reflétant la multiplicité des approches du phénomène linguistique. On y trouve aussi bien des diatribes prônant l'extinction des patois que des défenses enflammées en faveur de leur enseignement, en passant par des prises de position plus modérées fondées sur des arguments plus scientifiques et politiques. En raison de l'abondance des témoignages disponibles, il était difficile de choisir des textes permettant de rendre compte de toute l'étendue de la question. L'auteur semble y être assez bien parvenu. Mais cet ouvrage démontre sans doute aussi, voire surtout, la nécessité de poursuivre et d'approfondir les investigations en la matière, notamment par un recours plus systématique aux dossiers d'archives, tant locales que nationales, afin de pouvoir aborder cet aspect sans doute essentiel de la politique scolaire française avec un esprit serein reposant sur une documentation irréprochable. Une anthologie, en raison de son caractère éclectique et de l'arbitraire des choix effectués, en dépit de l'intérêt des éclairages qu'elle propose, ne saurait remplacer une analyse historique effectuée selon les règles de l'art.

NOTES

1. Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.
2. Jean-Louis Calvet, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot, 1987.

3. In Jean-Claude Bouvier, Claude Martel, *Les Français et leurs langues. Colloque tenu à Montpellier les 5, 6 et 7 septembre 1988*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1991.

AUTEURS

GÉRARD BODÉ